

nouvelle ville, c'est changer la ville avec ses défauts pour en faire une meilleure.

C'est ce que nous sommes en train de faire et ce sur quoi nous voulons nous engager.

**M. DEVEDJIAN.**- Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais terminer cette table ronde par trois interrogations à trois témoins. La première est à M. Navier, qui dirige Castorama et qui joue un rôle très important dans la vie quotidienne de La Défense.

Le 2 août 2008, l'ouverture dominicale a été autorisée sur le site de La Défense ; qu'est-ce que cela change pour votre entreprise et La Défense ?

**M. NAVIER.**- Monsieur le Président de la République, Monsieur le ministre, cela représente trois grands "plus".

- Pour nos clients

Nous sommes avant tout des magasins de destination et c'est le dimanche que l'on vient en famille pour concrétiser des projets d'amélioration de la maison, refaire son salon, sa cuisine ou sa salle de bains.

En outre, nous vendons des produits volumineux et, vous l'avez dit, beaucoup de gens viennent en transports à La Défense ; or, c'est le dimanche que l'on peut y accéder.

Enfin, nous sommes des commerçants et satisfaire nos clients est notre vocation.

- Pour nos collaborateurs

Le dimanche est une journée rémunérée plus que les autres sur la base du volontariat. Aujourd'hui, la quasi-totalité de nos collaborateurs souhaitent travailler le dimanche pour gagner plus.

En outre, nous avons la chance d'embaucher pour le dimanche beaucoup d'étudiants ; c'est pour eux l'opportunité de financer leurs études et de mettre un pas dans l'entreprise et la vie professionnelle.

- Pour notre entreprise

Le chiffre d'affaires que nous réalisons le dimanche est un chiffre d'affaires additionnel à celui des autres jours. Nous nous en sommes rendu compte sur les magasins qui ont fermé ces derniers temps.

En conclusion, c'est un petit supplément de vie pour le quartier de La Défense parce que, le dimanche, il est assez calme et notre ambition, outre les 60 000 clients que nous avons accueillis depuis l'ouverture, est, avec l'amélioration des accès et de la signalisation, de faire encore mieux.

**M. le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.**- Monsieur Navier, ce problème va être réglé avant l'été. Il ne s'agit pas d'obliger les Français à travailler le dimanche, personne n'a pensé cela, mais enfin nous sommes le pays au monde qui reçoit le plus de touristes -80

millions de touristes par an- ; est-il normal que, le dimanche, quand Mme Obama veut, avec ses filles, visiter les magasins parisiens, je doive passer un appel téléphonique pour les faire ouvrir ? ! (Rires)

Les grands boulevards, par exemple, ne font pas partie d'une zone touristique à Paris, les magasins sont fermés. Nous allons changer cela, élargir les zones touristiques. Personne ne sera obligé de travailler, mais il y a deux problèmes : celui des zones touristiques et celui des zones frontalières. Le dimanche, tout le nord de la France s'en va faire ses courses en Belgique puisqu'en Belgique, les magasins sont ouverts. Je n'ai pas constaté que l'épiscopat belge avait violemment protesté et que cela avait vidé les églises en Belgique. Il faut quand même être raisonnable !

Le dimanche, dans la capitale de la France, on doit pouvoir faire ses courses, se promener et profiter des devises des touristes. Quel est notre intérêt ? Qui est-ce que cela peut bien gêner ? Quel principe républicain cela remet-il en cause ? Faut-il absolument que nos magasins soient ouverts aux heures et aux jours où les gens ne peuvent pas faire leurs courses ?

Décidons aussi que tous les magasins seront fermés à l'heure du déjeuner et que tous les magasins seront fermés le dimanche et le samedi ! Vous allez voir pour le petit commerce comme cela va favoriser les choses ! C'est excellent !

Quatre-vingt millions de touristes par an, cela représente un jour de plus où, dans les zones touristiques, il y aura de la croissance. C'est évident !

Quant au petit commerce, je ne crois absolument pas qu'il est mis en danger par l'ouverture de surfaces comme la vôtre ; il doit réfléchir à la qualité du service et à de nouvelles heures d'ouverture, ce qui est tout à fait différent.

Là aussi, il nous faut déssectariser notre pensée, regarder notre pays tel qu'il est, tout en gardant nos valeurs, nos principes, c'est évident. Mais quand je vois que les salariés d'un célèbre magasin sur les Champs-Élysées sont obligés d'aller devant la justice pour obtenir le droit de défendre leur emploi parce qu'on les a obligés à fermer le dimanche, ce n'est pas raisonnable ! Car les recettes de TVA créent aussi des moyens pour financer des infrastructures.

Il ne s'agit pas non plus de dire que tout le monde va travailler le dimanche, je n'ai jamais dit cela, mais il y a des zones touristiques et je prétends que, par exemple, La Défense est une zone touristique.

**M. DEVEDJIAN.**- Bien sûr !

**M. le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.**- Il y a beaucoup de magnifiques capitales, mais vous qui voyagez, les uns et les autres, voyez-vous ce qui s'y passe ? Y a-t-il une capitale où tout est fermé le dimanche ? Et que penseriez-vous, en allant à Madrid, à Londres, à New-York, si les restaurants et les magasins étaient fermés ? Quelle serait votre idée du pays ? Quel serait votre jugement sur le pays ? Et auriez-vous envie d'y retourner ? Ne trouveriez-vous pas cela bizarre ?

Je respecte les autorités religieuses, les organisations syndicales et même les responsables

politiques qui ont une opinion différente, mais je leur demande de comprendre : gardons le principe du repos dominical, mais permettons à ceux qui, sur la base du volontariat, veulent travailler le dimanche dans les zones touristiques de le faire. Je ne peux pas croire qu'il n'y ait pas de possibilité d'avoir un consensus minimum entre des gens raisonnables sur des idées de cette nature.

**M. DEVEDJIAN.**- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur Durance, vous êtes le Président de l'association des utilisateurs de La Défense, c'est-à-dire les entreprises, alors ma question est simple : comment les usagers, les utilisateurs de La Défense voient-ils l'avenir et comment entendent-ils y contribuer ?

**M. DURANCE.**- Monsieur le Président de la République, Monsieur le ministre, d'abord, nous voyons bien, grâce aux décisions qui ont été prises il y a trois ans pour relancer La Défense, et grâce aux décisions prises depuis lors, en particulier tout ce qui vient d'être dit aujourd'hui, que le transport est essentiel, je vais pas revenir dessus.

Je voudrais, Monsieur le Président de la République, vous remercier personnellement d'avoir entendu notre requête sur Eole et d'avoir effectivement pris cette décision, et surtout, d'avoir fait accélérer les calendriers, c'est vital pour nous. Nous le voyons bien parce que l'orientation prise aujourd'hui est tout à fait remarquable.

Le développement d'une capacité universitaire est tout à fait essentiel et il y a sur le site de La Défense une somme d'expériences, de compétences, de visions qui ne sont pas suffisamment utilisées aujourd'hui ; il faut que les professionnels soient mieux utilisés dans ce domaine.

L'arrivée de Dauphine et peut-être d'autres universités est essentielle pour nous ; il serait intéressant de regarder si nous ne pouvons pas créer une "Maison des think tanks" pour renforcer encore les réflexions stratégiques autour de La Défense. Nous pouvons faire beaucoup de choses.

Nous voyons un avenir important et significatif pour une Défense qui sera de plus en plus intégrée dans Paris et qui est une locomotive pour l'ensemble du Grand Paris. Du reste, les décisions en matière de développement de Paris à travers le Grand Paris - nous avons parlé avec Christian Blanc à plusieurs reprises - sont essentielles pour La Défense. La Défense n'est pas un bunker isolé, elle est partie prenante, c'est une des locomotives.

Souvenons-nous qu'un emploi à La Défense entraîne a minima un emploi ailleurs dans Paris. Souvenons-nous que le pôle financier de La Défense avec Axa ou la Société Générale se traduit par des milliers d'emplois à Val-de-Fontenay, dans l'Est parisien. Ce sont des éléments que nous devons prendre en considération.

Deux éléments de réflexion.

De manière plus générale, c'est le développement de la perception de l'humanisation de La Défense. Il nous faut développer du logement de toutes natures, y compris d'ailleurs pour accepter des inpatriés, et les entreprises sont de plus en plus demanderesse d'une offre

de logement extrêmement diversifiée sur une grande Défense accompagnée d'ailleurs d'un réseau capillaire de transports qui permette aux salariés de venir plus facilement sur leur lieu de travail. Diminuer le besoin de mobilité est certainement un des moyens de répondre au développement durable sur l'Île-de-France.

D'autre part, ce qui fait la force de La Défense et peut-être aussi sa fragilité, c'est sa concentration. En termes de sécurité, cette concentration peut être un problème. Je parle de sécurité au sens habituel du terme, c'est-à-dire des "petites agressions", mais beaucoup plus, compte tenu de la concentration de La Défense, des réflexions autour des grands événements, qu'il s'agisse de pandémies ou d'une interruption durable et grave d'un système de transport.

Il y a des plans publics, des plans de continuité au niveau des entreprises, ils sont insuffisamment intégrés. Nous avons commencé à travailler avec le Préfet et les grands opérateurs comme la SNCF et la RATP, nous voulons travailler davantage, et La Défense pourrait être exemplaire en la matière pour développer une coopération entre le public et ses prérogatives et responsabilités, mais aussi le privé.

**M. DEVEDJIAN.**- Merci, Monsieur Durance.

Monsieur Rumani, nous terminons avec vous ; vous avez la parole juste avant le Président de la République et c'est légitime parce que La Défense, c'est aussi un lieu où l'on habite. Vous êtes le président d'une association de résidents sur La Défense, d'habitants de La Défense.

Il y a encore des problèmes pour vivre à La Défense, tout le monde en est conscient, c'est d'ailleurs pour cela que les pouvoirs publics interviennent. Ma question est donc simple : voyez-vous venir des évolutions dans l'organisation de votre vie quotidienne à La Défense et qu'attendez-vous en priorité ?

**M. RUMANI.**- Monsieur le Président de la République, votre intervention est très importante. Je suis obligé de descendre plus au ras des pâquerettes en tant qu'habitant.

Nous partageons bien évidemment toutes les préoccupations annoncées ce matin, outre celles que nous connaissons déjà. Cela dit, en tant qu'habitants, nous sommes animés aujourd'hui d'une très grande inquiétude, et ceci, au niveau général de La Défense, concernant le renouveau de La Défense.

Je réponds indirectement à votre question, mais c'est tout à fait lié : ce renouveau est bien fondé, il est reconnu et indispensable, M. le Président de la République vient de le souligner à nouveau, nous en sommes tous convaincus, mais il y a des habitants à La Défense. Il y a une trentaine d'années, c'était peu ou pas connu, ou quelquefois ignoré. Nous avons dépassé ce stade. Aujourd'hui, les habitants existent et nous avons l'ambition, à juste titre, de les augmenter.

Cela dit, ce renouveau est là et il suscite de très grandes inquiétudes chez les Défensiens. D'abord, si les constructions nouvelles sont trop proches et trop hautes, il y aura forcément

pour nos habitations une réduction de la luminosité, de la vue, et même de la valorisation des immeubles, surtout quand ils sont neufs et trop près.

Le tunnel de la RN13, problème bien connu de toutes les autorités depuis quelques décennies, dont la couverture est à l'étude depuis les années quatre-vingts, est un grand point noir reconnu par toutes les autorités, situé à 35 mètres de notre quartier et des premières habitations. Nous en sommes toujours à espérer que cette portion de la RN 13 puisse être enfouie à cause des graves nuisances de bruit et de pollution qu'elle occasionne à tout le quartier.

Enfin, il y a les nuisances dues aux travaux lourds, qui vont durer de nombreuses années -on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs- : le bruit, les problèmes de circulation, d'accès aux habitations, les poussières représentent de très grands inconvénients, de très graves nuisances qui nous attendent, ce qui cause l'inquiétude des habitants.

Pour conclure, je dirai simplement que nous craignons tous fortement qu'il en résulte une dépréciation financière en termes de location et en termes de vente. Quoi faire ? Il faut bien y passer, le moins mal possible.

Tout cela, pensons-nous, nécessiterait une concertation très étroite avec les décisionnaires pour trouver autant que faire se peut un juste équilibre qui tienne compte à la fois de l'existence des habitants et de leurs intérêts patrimoniaux.

C'est vrai pour toutes les habitations, mais encore plus pour le quartier Boieldieu, non pas parce que j'y habite, mais parce qu'il est au cœur du secteur Rose de Cherbourg, le plus touché par ce que nos amis de l'EPAD appellent "le plat de nouilles", c'est-à-dire la Rose de Cherbourg et toute l'infrastructure routière autour.

Je termine en disant que le bien-fondé du renouveau est bien compris, nous l'avons bien assimilé, mais il ne serait pas imaginable que ce soit au préjudice des habitants. C'est un vœu.

**M. le PRESIDENT.**- Merci, Monsieur Rumani.

Monsieur le Président de la République, vous avez la parole.

**M. le PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.**- Monsieur le Président, je connais bien le quartier Boieldieu, où il n'y a pas que des propriétaires, mais aussi des locataires. Il n'est pas question de vous pénaliser.

D'abord, il y a des craintes, mais, mes Chers amis, il n'y a jamais sur ma table de travail un seul dossier qui ne suscite pas de crainte. Il y a ceux qui ont la crainte que j'y aille trop vite et ceux qui ont la crainte que je n'y aille pas du tout. Ce sont parfois les mêmes !

Je ferais la même réunion avec vous aujourd'hui, Monsieur le Président -et j'ai beaucoup apprécié ce que vous avez dit- en disant : "*Prenons dix ans de réflexion, ne touchons à rien*", vous-même, Monsieur le Président, me diriez : "*Cela m'inquiète*", et vous seriez dans votre rôle.

Mon rôle est de faire comprendre au pays, et d'abord aux habitants de Boieldieu, que le pire risque, c'est l'immobilisme ; le pire risque, c'est celui qui consiste à n'en prendre aucun. Car il y aurait beaucoup à dire aussi sur l'architecture de Boieldieu, sa proximité avec le boulevard circulaire et bien d'autres points dans le détail desquels je ne souhaite pas entrer, mais je n'ai rien oublié. On va donc beaucoup améliorer les choses.

Vous parlez de l'enfouissement ; je me battraï pour l'enfouissement, notamment pour celui de l'Avenue Charles de Gaulle. Je ne le dis pas parce que j'ai été maire de Neuilly pendant vingt ans, mais parce que ne comprends pas pourquoi, à l'Est, l'enfouissement pour passer devant le Stade de France est un droit et à l'Ouest, l'enfouissement pour l'avenue Charles de Gaulle serait un luxe. Il faudra qu'on me l'explique. Pourquoi l'enfouissement en Seine-Saint-Denis est-il possible et pas celui de l'Avenue Charles de Gaulle ?

Il faut que l'on m'explique pourquoi, quand j'étais maire, on a pu faire, avec la RATP et un ministre, Charles Fiterman, l'enfouissement sur 650 mètres et que l'on ne pouvait pas le faire sur le 1,2 kilomètre restant. On ne me vendra pas un projet avec, au milieu, des voitures et sur les contre-allées, des voitures. Ce n'est pas possible.

On ne fait pas arriver une autoroute avec 160 000 véhicules par jour en plein cœur de Paris qui débouché sur un feu. Monsieur le Président, on est bien ensemble et on le restera. Comme quoi il ne fallait pas être inquiet.

Pour terminer, qu'il me soit permis de faire part de quelques décisions sur le Grand Paris.

#### ► Première décision

Je veux dire aux dix grands cabinets d'architectes urbanistes internationaux qui ont travaillé sur le Grand Paris qu'ils ont fait un travail exceptionnel. Exceptionnel de qualité -ce sont des gens de grand talent-, mais aussi exceptionnel parce qu'ils n'ont pas travaillé les uns contre les autres, mais ensemble. C'est fantastique. Savez-vous que, désormais, dans le monde entier, on vient voir à Paris ce qu'ils font ? Que le Grand Paris est devenu une référence ? Que, de toutes les villes du monde, des gens viennent pour se demander : "Que se passe-t-il à Paris ? Qu'ont-ils inventé ?"

Monsieur Huchon, ce que l'on va faire sur les transports en commun demandera sans doute que 10 tunneliers travaillent en même temps. L'endroit du monde où il y a eu le plus de tunneliers en même temps, c'est à Shanghai, avec 3 tunneliers.

Je suis content que la France, que l'on aime, soit à la tête de ce combat pour le beau, pour la nouvelle ville, pour l'architecture, et que ce soit votre région qui soit à la tête de cela. Ces gens ont fait un travail exceptionnel et je veux continuer à travailler avec eux. On m'a demandé : "*Lequel allez-vous choisir ?*" Cela ne se passe pas comme cela ! Sur un chantier aussi pharaonique, on ne décide pas de prendre A plutôt que B qui, lui, n'aurait rien.

J'ai demandé que ces dix grands cabinets d'architectes se constituent en un atelier international du Grand Paris. Cet atelier aura vocation à faire se croiser des expériences et des compétences, celles de l'Etat et des collectivités territoriales partenaires, et celles des administrations et des autres experts indépendamment des architectes.

Cet atelier international du Grand Paris sera la conscience collective, le moteur de la réalisation de ce grand projet pour la région capitale. Certains sont ici.

C'est fantastique ! La jeunesse de la vision, l'envie de réaliser, de trouver des solutions, d'imaginer... Que l'audace redevienne une qualité française ! Tant mieux que les choses bougent un petit peu ! De cela, il va sortir tellement de projets, tellement d'initiatives !

La réponse à la crise, c'est l'audace ; la réponse à la crise, ce sont les grands projets, pas les petits projets. La crise rétracte, la crise fait peur. Nous, les responsables politiques, nous devons au contraire élargir la vision.

► Deuxième décision

J'ai souhaité qu'une enceinte de discussion et de concertation réunisse à intervalles réguliers les élus de la métropole pour échanger sur les projets. Je l'ai appelé "l'Agora du Grand Paris". Là encore, je veux être pragmatique, je suis à l'écoute des élus. Le Maire de Paris a pris l'initiative de Paris Métropole ; Paris Métropole peut grossir, je n'y verrai que des avantages, mais il faut que chacun joue le jeu, et je le dis à M. Huchon : il ne peut pas y avoir un système où les représentants d'un courant politique sont désignés par ceux d'un autre courant. Ce n'est pas possible. Ce n'est pas un bon système. Il faut remettre les choses à plat.

Je pense que tous les élus doivent travailler ensemble.

J'ai proposé l'Agora du Grand Paris, Bertrand Delanoë a Paris Métropole... transformons Paris Métropole, il n'y a aucun problème, mais que ce soit clair, que les représentants du Centre et de la Droite soient désignés par les représentants du Centre et de la Droite, pas par les élus socialistes de Paris, et que la Droite ait la sagesse de ne pas vouloir désigner les représentants socialistes. Cela me paraît un bon système.

Créons ce système, discutons, et je vous dis que je veux travailler avec le Maire de Paris et le Président de la Région, je le leur ai dit et je ne crois pas avoir été parjure à ce que j'ai dit depuis le début, et vous non plus, d'ailleurs.

Réglons ce petit problème qui crée des interférences et qui n'est pas raisonnable. Transformons Paris Métropole et que les élus de la Droite et du Centre désignent leurs représentants, c'est le moins que l'on puisse en attendre.

J'avais dit il y a deux mois que le projet de transports serait finalisé maintenant, il est aujourd'hui prêt pour servir de base à la préparation du débat public, il intègre le plan de mobilisation préparé par la Région et le STIF. M. Huchon me dit : *"Je ne demande pas mieux que d'adhérer à votre plan avec M. Blanc, mais ne mettez pas par terre tout ce que l'on a fait"*. C'était une discussion que nous avons eue avec M. Karoutchi également. Avons-nous été honnêtes ? Nous avons fait un effort. Cela s'appelle être civilisé, avoir le respect de la démocratie de la République.

Si le nouveau projet que l'on avait imaginé avec Jean-Louis Borloo et Christian Blanc avait consisté à dire : *"Tout ce que vous avez fait depuis des années est par terre, on ne veut plus en entendre parler"*, ce ne serait pas civilisé ; ce n'est pas un bon système, je n'adhérerai pas à cela.

Avec Claude Guéant, nous avons eu récemment une réunion, nous nous sommes mis d'accord. C'est l'intérêt de tout le monde. On ne va pas faire la guerre des systèmes de transports et aujourd'hui, on peut dire tous ensemble que l'on a un système de transports pour la région Ile-de-France qui embarque tout le monde et sur lequel nous sommes d'accord ; c'est une excellente nouvelle.

► Troisième décision

J'en ai parlé avec M. Borloo, et M. Blanc a beaucoup travaillé dessus : je vous annonce que le Gouvernement présentera à l'automne au Parlement un projet de loi spécifique pour piloter le projet du Grand Paris de façon différente à l'habitude parce que l'ampleur des enjeux doit nous amener à créer un certain nombre de procédures nouvelles.

Vous voyez le calendrier ? J'ai annoncé cela il y a deux mois. A l'automne, nous serons prêts pour aller devant le Parlement.

Cette loi permettra d'accélérer les procédures pour éviter les études interminables, les débats qui n'en finissent plus. Il y aura bien sûr un débat public et une enquête publique, mais ce sera un vrai débat, une vraie enquête et pas quelque chose qui s'éternise pour n'aboutir à rien.

La loi permettra également de réaliser une véritable ambition d'aménagement autour des gares. Je souhaite qu'elle établisse un périmètre autour des gares où les procédures d'urbanisme seront assouplies, où l'on pourra déployer le foisonnement d'idées nouvelles issues du grand concours d'urbanisme de Paris.

Car à quoi cela servirait-il d'avoir réuni les meilleures équipes architecturales du monde, d'avoir sur la table les plus belles idées créatives et un système d'urbanisme qui tue toute initiative ?

Est-ce que je me fais comprendre ? Cela ne veut pas dire que je souhaite une dérégulation. Pas du tout. Il faut des règles, mais évitons les complications inutiles et donnons nous les moyens de nos ambitions pour la France et le Grand Paris.

Il faut des règles moins nombreuses, plus claires, où le beau et l'architecture soient de nouveau des éléments dont on peut tenir compte, et pas simplement de petites règles qui, à force de s'être multipliées, ont fini par s'annuler et qui n'aboutissent qu'à décourager la moindre initiative.

Ensuite, nous allons créer un établissement, ou même une société à capitaux publics qui sera chargée de la maîtrise d'ouvrage et de l'aménagement. C'est un problème absolument considérable, et je parle sous le contrôle des élus ; vous imaginez ce qu'il va nous falloir faire pour assurer la maîtrise d'ouvrage d'un vaisseau de cette ampleur.

Le choix d'une société permettrait d'associer à son capital l'Etat et les collectivités locales, Département, Région et, pourquoi pas, communes, ce qui serait, me semble-t-il, un système intéressant.

Cette société travaillera étroitement avec la RATP, dont la compétence technique sera très précieuse. Je dis d'ailleurs à Pierre Mongin que ce grand chantier du Grand Paris doit être l'occasion de moderniser la RATP. C'est un défi que je lui propose.



Un nouveau règlement européen met la RATP devant un choix :

- soit elle devient une régie locale
- soit elle devient une véritable entreprise de service public.

Pour moi, c'est la deuxième option qui est clairement en cause. Car, vous le savez, est prévue l'ouverture progressive à la concurrence dans quinze ou trente ans des transports parisiens. Il faut l'accepter, se moderniser en conséquence. La RATP est une grande entreprise, je crois à sa mutation et nous l'y aiderons.

Les prochaines étapes sont devant nous. Je récapitule :

- vote de la loi cet automne.
- ouverture du débat public à l'hiver 2010. Il vaut mieux fixer des règles, des rendez-vous, et se mettre au défi de les tenir.
- l'ouverture des premiers tronçons en 2017.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de la rapidité exceptionnelle par rapport aux habitudes.

Je demande à la RATP, à la SNCF et à RFF de travailler ensemble et je me demande si la meilleure des choses que vous auriez à faire ne serait pas de créer une équipe spéciale qui travaillera avec Christian Blanc et Jean-Louis Borloo ainsi qu'avec les architectes urbanistes de l'Atelier du Grand Paris.

Je voudrais que vous soyez capables de dédier à l'équipe vos meilleurs ingénieurs, vos meilleurs spécialistes, les urbanistes, vous, les spécialistes du transport, le Gouvernement -la vision environnementale avec Jean-Louis Borloo-, Christian Blanc -le Grand Paris- pour travailler ensemble. Est venu le temps de rapprocher vos visions. Je ne voudrais plus avoir sur la table, d'un côté la vision des urbanistes, de l'autre, la vision des ingénieurs, troisièmement, la vision des élus... on va bousculer tout cela.

Avec Valérie Pécresse, nous allons travailler sur le schéma universitaire. Monsieur le Président, il ne faut pas non plus que Nanterre reste en-dehors de tout cela. Beaucoup d'universités veulent bouger puisqu'à Saclay, on va faire monter sur le plateau une grande université, et tout cela doit aller ensemble dans la même direction. Et bien sûr, Benoist Apparu, avec Jean-Louis Borloo, va travailler sur les nouvelles règles de l'urbanisme.

J'espère que vous m'avez compris : c'est un projet fantastique, passionnant. Souvent, on me demande : *"En quoi vos décisions améliorent-elles la vie quotidienne des gens ?"* On y est. C'est une chance, pour les élus, de retrouver une légitimité, de peser positivement sur l'avenir de notre pays.

C'est absolument passionnant, cela nécessite de bousculer des habitudes, de mettre de côté des frilosités, de faire travailler les gens ensemble. Je le dis à chacun : je travaillerai sans aucune arrière-pensée partisane. Je veux que l'on réussisse cela. Je n'en verrai certainement pas le terme, mais je souhaite que l'on puisse dire : *"En cette année 2009, ils ont pris une décision qui a changé profondément le rapport des Franciliens à leur environnement et changé profondément le rapport de la France à la modernité"*. C'est cela, l'enjeu.

Ne m'en veuillez pas de ne pas discuter sur chaque commune, chaque département, la capitale, la Région, la Droite, la Gauche, les architectes, les entreprises... Non, c'est l'ensemble. Je vous appelle à avoir de l'ambition, de la vision. C'est l'intérêt de tout le monde.

Ensuite, Mesdames et Messieurs, quand tout sera réalisé, l'Etat remettra tous les équipements publics à la disposition, qui, des entreprises, qui, des élus, parce qu'ils auront été réalisés et il ne s'agira plus alors que de les gérer, de les entretenir, voire de les développer.

Mais si l'Etat ne prend pas en main avec vous, dans le cadre de procédures exceptionnelles, ce gigantesque investissement pour notre pays, il n'a aucune chance de voir le jour. Je remercie tous les partenaires, publics ou territoriaux, de l'avoir compris. C'est à une mobilisation générale que j'appelle. Ce que l'on est en train de faire est historique.

Bien sûr, certains demandent : *"Où va-t-il trouver l'argent ?"*. Que me proposent-ils ? D'attendre ? Que la crise ait encore fait un peu plus reculer la France ? D'attendre que les autres fassent les grands projets pendant que nous, on vieillit, on se rétrécit ? D'aller prendre les photos de ce que font magnifiquement les autres et de se dire : *"La France est un beau pays donc les touristes viendront ?"* Non !

Les touristes continueront à venir dans un pays vivant, dans un pays qui prend des initiatives, dans un pays ambitieux, dans un pays jeune.

J'espère que vous avez compris que, pour moi, venir ici, c'était extrêmement important.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

La séance est levée à 12 heures 30

\*\*\*